

COMMISSION PARITAIRE NATIONALE

Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile

Avenant n° 75 à la Convention collective nationale relatif aux salaires minima

Les organisations soussignées,

Vu l'article L.2241-1 du code du travail,

Vu les barèmes de salaires minima annexés à la Convention collective, modifiés en dernier lieu par avenant n°72 du 3 juillet 2014,

Convient de ce qui suit :

Article 1^{er}- Les barèmes figurant au point 1 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective sont modifiés comme suit:

MINIMA GARANTIS POUR 35 HEURES

Ouvriers Employés	
Echelons	MG 35 h
12	1859 €
11	1811 €
10	1764 €
9	1725 €
8	1671 €
7	1621 €
6	1590 €
5	1558 €
4	1532 €
3	1511 €
2	1495 €
1	1480 €

Maîtrise	
Echelons	MG 35 h
25	2352 €
24	2227 €
23	2103 €
22	1982 €
21	1916 €
20	1859 €
19	1812 €
18	1768 €
17	1729 €

Cadres	
Niveaux/ Degrés	MG 35 h
V	4951 €
IV C	4455 €
IV B	4206 €
IV A	3959 €
III C	3712 €
III B	3464 €
III A	3216 €
II C	2969 €
II B	2721 €
II A	2474 €
I C	2352 €
I B	2227 €
I A	2103 €

[Signature]
 [Signature]
 CP
 [Signature] [Signature]

AM
 [Signature]
 507

Article 2- La valeur du point de formation-qualification visé à l'article 2-05 et figurant au point 2 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective, est portée à 3,20 €.

Article 3- Le montant de l'indemnité de panier visée à l'article 1-10 d) 6 et 8, et figurant au point 3 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective, est porté à 5,61 €.





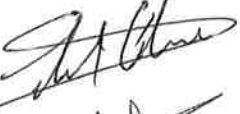


Article 4- Il sera procédé au dépôt légal du présent accord, puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Article 5- Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2016, si l'arrêté d'extension qui le concerne est publié en 2015. Si l'arrêté d'extension était publié en 2016, l'accord entrerait en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant celui au cours duquel cet arrêté aurait été publié.

Article 6- Les organisations soussignées conviennent de réexaminer le présent accord lors de la CPN de janvier 2016, dans le cas où le SMIC mensuel applicable à partir de janvier 2016 serait supérieur à un ou plusieurs des minima garantis fixés par l'article 1^{er}.

Fait à Suresnes, le 7 juillet 2015

Organisations professionnelles

FNAA 
GNESA 
UNIDEC 
SPC 
FNORD 
C.N.P.A. 
Conseil National des Professions de l'Automobile
FFC 

Organisations syndicales de salariés

CFE-CGC 
FO 
FGMA-CFDT 